

Unité départementale de l'Aisne
Unité Départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02500 Saint-quentin

Saint-quentin, le 07/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Rue de Senlis
77230 Moussy-Le-Vieux

Références : TEREOS_RAPVI_0005100521_20250204
Code AIOT : 0005100521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale PFAS suite à l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite
- Code AIOT : 0005100521
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS FRANCE exploite sur les communes d'Origny-Sainte-Benoite, Thenelles et Neuville une sucrerie et des unités de fabrication d'alcool à base de betterave et de blé. Le site d'Origny-Sainte-Benoite est soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation au titre des ICPE avec un statut de SEVESO Seuil Bas.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° IC/2020/195 en date du 23 novembre 2020.

L'établissement est soumis à la directive IED.

Le site compte 320 salariés avec un fonctionnement en 3*8 continu.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
7	Actions mises en place par l'exploitant	Lettre du 29/04/2024, article /	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Téréos respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, concernant la recherche de PFAS dans ses rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Afin de prendre en compte l'Arrêté Ministériel (AM) du 20/06/2023, la société Téréos a établi une note interne concernant l'application de cet AM sur son site. Le document " 2024 01 09 - TEREOS Origny - Note application AM du 20 juin 2023 - PFAS - v3" a donc été présenté à l'inspection.

Dans cette note, l'établissement décrit ses réflexions afin d'identifier la liste des PFAS susceptibles d'être rejetés par le site.

Utilisation de PFAS :

Concernant les produits chimiques utilisés sur le site : Le groupe dispose d'une « Base Achats » comprenant les FDS des produits régulièrement utilisés sur les sites TEREOS. Les Fiches de données de sécurité de cette base ont été passées en revues. Une recherche automatique a été faite pour chacun des numéros CAS correspondant aux 28 substances PFAS de l'AM du 20/06/2023. Aucune des FDS ne mentionnait l'un de ces numéros CAS.

Concernant les émulseurs (défense incendie) : Le site d'Origny met en œuvre un émulseur fluoré (SFPM 3/3). De même, la fiche de données de sécurité ne fait pas mention des 28 PFAS référencés.

Concernant les polluants attendus pour le secteur d'activité du site : Une recherche dans la base de données des corrélations Activités-Polluants disponible sur le site du BRGM a été faite avec les codes d'activité C10.8 « fabrication d'autres produits alimentaires » et C10.6 « travail des grains ». Les polluants PFC (PFOA et PFOS) n'y sont pas associés.

Selon les données connues par l'exploitant au moment de la rédaction de la note (contenu des FDS), le site n'utilise pas de manière régulière et/ou significative d'agent chimique identifié comme contenant des PFAS.

Production de PFAS : Le site d'Origny ne produit pas de PFAS (Activité de production de sucre et alcool).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société Téréos a bien réalisé les 3 campagnes initiales en septembre, octobre et novembre 2023.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés sur le point de rejet "sortie step SRR 1" et le point de rejet des eaux de refroidissements "SRR2". L'eau de l'Oise prélevée en amont du site a également été analysée.</p> <p>La surveillance a porté sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SRR1 : AOF et 28 PFAS • SRR2 : AOF et 28 PFAS • Eau Oise (en amont du site) : 53 PFAS
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les 3 campagnes initiales les prélèvements et analyses ont été réalisés par le laboratoire EUROFINs de Douai qui dispose de l'accréditation COFRAC essais 1-2202.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Exigences pour le prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements sont asservis au débit sur une durée 24 heures pour le rejet SRR1. Pour le deuxième rejet, eaux de refroidissement, c'est un prélèvement ponctuel qui est effectué, car il s'agit d' un trop plein du bassin S1.</p> <p>La production les jours des prélèvements était représentative de l'activité de l'usine. L'ensemble des prélèvements ont eu lieu pendant la campagne sucrière, celle-ci ayant commencée le 19 septembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantifications sont respectées pour les paramètres AOF et PFAS dans les 3 campagnes de 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque</p>

campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant a bien transmis les résultats des campagnes initiales PFAS sur la plateforme GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Actions mises en place par l'exploitant

Référence réglementaire : Lettre du 29/04/2024, article /

Thème(s) : Actions nationales 2024, PFAS

Prescription contrôlée :

Quelles actions l'exploitant a-t-il mené pour répondre aux axes d'action nationale :

- investigation
- suppression/réduction
- surveillance

Constats :

Ci-dessous les résultats des premières campagnes d'analyses :

PFAS	Prélèvement dans l'Oise (Amont site) (53 PFAS)	SRR1 : Rejets eaux de process (28 PFAS)	SRR2 : rejets eaux de refroidissement (28 PFAS)
septembre 2023	< LQ	< LQ	< LQ
octobre 2023	< LQ	< LQ	< LQ
novembre 2023	< LQ	< LQ	< LQ

Limite de Quantification = 100ng/l

AOF (µg/l)	Prélèvement dans l'Oise (Amont site)	SRR1 : Rejets eaux de process	SRR2 : rejets eaux de refroidissement
septembre 2023	Non mesuré	13	2,1
octobre 2023	Non mesuré	< LQ	6
novembre 2023	Non mesuré	< LQ	9

Limite de Quantification = 2µg/l

La société Téréos indique que l'eau du circuit de refroidissement correspond à une boucle d'eau

La société Téréos indique que l'eau du circuit de refroidissement correspond à une boucle d'eau dédiée au refroidissement sans apport d'effluents du site (prélèvement d'eau dans l'Oise qui transite par des échangeurs ; l'eau est rejetée dans l'Oise un peu plus chaude). Les caractéristiques de l'effluent sont donc directement liées à l'eau prélevée dans le milieu naturel.

Selon l'exploitant la mesure systématique d'AOF dans le rejet de la boucle de refroidissement à de faibles concentrations semble témoigner de la présence naturelle de fluor dans l'eau de surface (Oise).

Suite à un échange avec l'inspection en mai 2024, la société Téréos a réalisé des campagnes complémentaires en juin et juillet 2024 permettant de faire le bilan entrée/sortie en AOF (ce paramètre n'ayant pas été mesuré dans l'eau de l'Oise lors des premières campagnes). Les résultats sont les suivants :

AOF (µg/l)	Prélèvement dans l'Oise (Amont site)	SRR1 : Rejets eaux de process	SRR2 : rejets eaux de refroidissement
20/06/2024	4,23	2	<LQ
04/07/2024	<LQ* (10µg/l)	<LQ* (20µg/l)	<LQ
18/07/2024	12,8	<LQ* (10µg/l)	<LQ

LQ : Limite de Quantification = 2µg/l
LQ* : modifié pour les besoins de l'analyse

La société Téréos interprète les résultats en confirmant la présence naturelle de fluor organique adsorbable dans le milieu naturel (prélèvement dans l'Oise), ce qui permet d'expliquer les valeurs relevées dans les rejets du site, à l'incertitude de la mesure près.

Ces nouvelles mesures ayant été réalisées hors campagne sucrière, l'inspection a demandé à la société Téréos de renouveler des campagnes de mesures pendant la campagne sucrière afin de fiabiliser les résultats et les comparer à ceux de 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de fiabiliser les résultats comparatifs obtenus entre l'eau amont et l'eau rejetée en juin/juillet 2024, l'exploitant renouvellera de telles campagnes comparatives eau amont/ eau rejetée lors de la prochaine campagne sucrière, en recherchant a minima l'indice AOF. Dès réception des résultats l'exploitant les transmettra à l'inspection des installations classées et les commentera au regard notamment des résultats obtenus en 2023 pendant la campagne, et en 2024 hors campagne.

Type de suites proposées : Sans suite

